

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2021/21437]

9 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement flamand portant délégation de la compétence d'agréer des établissements pour l'abattage groupé d'animaux destinés à la consommation domestique privée, visée à l'article 16, § 2, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, au Ministre flamand compétent pour le bien-être des animaux

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 16, § 2, remplacé par le décret du 7 juillet 2017.

Formalités

Les formalités suivantes sont remplies :

- L'Inspection des Finances a donné un avis le 19 mai 2021 ;
- le Conseil d'État a donné l'avis n° 69.491/3 le 30 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. La compétence d'agréer des établissements pour l'abattage groupé d'animaux destinés à la consommation domestique privée, visée à l'article 16, § 2, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, est déléguée au Ministre flamand compétent pour le bien-être des animaux.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre flamand compétent pour le bien-être des animaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203394]

24 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant une source authentique de données relative aux établissements SEVESO

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 15 mai 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française portant exécution de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, article 5, § 1^{er};

Vu l'analyse d'opportunité de juin 2018 réalisée par la BCED en partenariat avec les gestionnaires de la source authentique candidate, visant à démontrer la pertinence et l'intérêt de reconnaître cette source de données en tant que source authentique de données en vertu de l'article 2, 3^o, de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Vu l'avis n° 129-2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 3 juillet 2019;

Vu le rapport du 17 février 2020, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 68.476/4 du Conseil d'État, donné le 11 janvier 2021, en application de l'article 84,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Considérant l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

Considérant que l'avis de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données, visée à l'article 2, 6°, de l'accord de coopération du 23 mai 2013 n'a pas pu être sollicité étant donné que ladite Commission n'a pas été instituée;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le gestionnaire : la Direction des Risques industriels, géologiques et miniers du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement;

2° le destinataire des données : l'autorité publique qui reçoit communication des données de la source authentique;

3° l'accord de coopération du 16 février 2016 : l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

4° l'établissement SEVESO : l'établissement tel que défini à l'article 2, 1°, de l'accord de coopération du 16 février 2016.

CHAPITRE II. — Création de la source authentique de données

Art. 2. Il est créé une source authentique de données relative aux établissements SEVESO, ci-après dénommée la source authentique.

Art. 3. La source authentique a pour finalités :

1° l'identification des établissements SEVESO et de leurs caractéristiques;

2° la mise en œuvre des obligations de transmissions de données reprises au chapitre 7 de l'accord de coopération du 16 février 2016;

3° la facilitation du partage des données détenues par le gestionnaire avec les autorités publiques;

4° la réduction des charges administratives.

Art. 4. Pour l'exécution de ses missions, le gestionnaire utilise le numéro d'identification unique d'entreprise de la Banque-Carrefour des Entreprises, visé au livre III du Code de droit économique.

Art. 5. Pour tout établissement SEVESO, la source authentique contient les données suivantes :

1° le numéro d'identification SEVESO;

2° les informations relatives au classement de l'établissement en tant que seuil haut ou seuil bas;

3° la description des installations et du voisinage;

4° l'indication de la zone de secours compétente;

5° les informations relatives à la localisation géographique de l'établissement;

6° les courbes iso-risque;

7° l'inventaire des substances dangereuses présentes sur le site;

8° les mesures adoptées dans le cadre de la gestion des risques;

9° les informations relatives aux inspections et suivis d'inspections;

10° les informations relatives aux accidents survenus sur le site.

CHAPITRE III. — Gestion de la source authentique de données

Art. 6. Le gestionnaire a pour mission de :

1° collecter les données faisant partie de la source authentique;

2° valider les données collectées afin de s'assurer de leur qualité;

3° stocker et mettre à jour les données collectées;

4° sans préjudice des autres obligations légales et réglementaires à charge du gestionnaire, détruire les données lorsque celles-ci ne sont plus nécessaires à la réalisation des finalités visées à l'article 3.

Art. 7. Le gestionnaire collecte et met à jour les données recueillies, notamment lors des missions d'évaluation, de coordination et d'inspection exercées par ou en vertu de l'accord de coopération du 16 février 2016.

CHAPITRE IV. — Utilisation de la source authentique

Art. 8. Le gestionnaire communique les données contenues dans la source authentique aux autorités publiques qui en font la demande.

Le gestionnaire est susceptible de refuser de communiquer les données si l'autorité publique qui en demande communication ne peut pas garantir un niveau de sécurité des données équivalent à celui du gestionnaire.

Art. 9. Le destinataire des données qui constate que les données transmises par la source authentique sont imprécises, incomplètes ou inexacts le communique immédiatement au gestionnaire.

La demande de correction des données par le destinataire et son traitement par le gestionnaire se fait selon les modalités précisées aux articles 12 à 14 de l'accord de coopération du 15 mai 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française portant exécution de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 11. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 24 juin 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/203394]

24. JUNI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einrichtung einer authentischen Datenquelle in Bezug auf SEVESO-Betriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 15. Mai 2014 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative, Artikel 5 § 1;

Aufgrund der Erforderlichkeitsanalyse, die im Juni 2018 von der BCED in Partnerschaft mit den Verwaltern der in Frage kommenden authentischen Quelle durchgeführt wurde, und die darauf abzielt, die Relevanz und die Bedeutung der Anerkennung dieser Datenquelle als authentische Datenquelle kraft Artikel 2 Ziffer 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 15. Mai 2014 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative nachzuweisen;

Aufgrund der am 3. Juli 2019 abgegebenen Stellungnahme Nr. 129-2019 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 17. Februar 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 11. Januar 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 68.476/4;

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative;

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen;

In der Erwägung, dass die Stellungnahme der in Artikel 2 Ziffer 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 genannten Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs nicht beantragt werden konnte, da diese Kommission nicht eingerichtet worden ist;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwalter: die Direktion der industriellen, geologischen und bergbaulichen Risiken der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

2° Datenempfänger: die öffentliche Behörde, der die Daten der authentischen Quelle mitgeteilt werden;

3° Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016: das Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen;

4° SEVESO-Betrieb: der Betrieb im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Februar 2016.

KAPITEL II — *Errichtung der authentischen Datenquelle*

Art. 2 - Es wird eine authentische Datenquelle in Bezug auf SEVESO-Betriebe, nachstehend "authentische Quelle" genannt, errichtet.

Art. 3 - Die authentische Quelle hat folgende Zwecke:

1° die Identifizierung der SEVESO-Betriebe und ihrer Merkmale;

2° die Umsetzung der Pflichten in Sachen Datenübermittlung nach Kapitel 7 des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Februar 2016;

3° die Erleichterung des Austauschs von Daten, die der Verwalter besitzt, mit den öffentlichen Behörden;

4° die Verringerung des Verwaltungsaufwands.

Art. 4 - Zwecks der Durchführung seiner Aufgaben benutzt der Verwalter die einmalige Unternehmenserkennungsnummer der Zentralen Datenbank der Unternehmen nach Buch III des Wirtschaftsgesetzbuches.

Art. 5 - Für jeden SEVESO-Betrieb enthält die authentische Quelle die folgenden Daten:

- 1° die SEVESO-Identifizierungsnummer;
- 2° die Angaben über die Einstufung des Betriebs als Betrieb der oberen Klasse oder der unteren Klasse;
- 3° die Beschreibung der Anlagen und der Nachbarschaft;
- 4° die Angabe der zuständigen Hilfeleistungszone;
- 5° Angaben über die geographische Lage des Betriebs;
- 6° die Risiko-Isolinien;
- 7° das Inventar der am Standort vorhandenen gefährlichen Stoffe;
- 8° die im Rahmen des Risikomanagements ergriffenen Maßnahmen;
- 9° die Angaben in Bezug auf die Inspektionen und Follow-up-Maßnahmen;
- 10° die Informationen über Unfälle, die sich am Standort ereignet haben.

KAPITEL III — *Verwaltung der authentischen Datenquelle*

Art. 6 - Die Aufgaben des Verwalters sind:

- 1° die Sammlung der Daten, die zur authentischen Quelle gehören;
- 2° die Validierung der gesammelten Daten, um deren Qualität zu sichern;
- 3° die Speicherung und Aktualisierung der gesammelten Daten;
- 4° unbeschadet von sonstigen gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Verpflichtungen, die dem Verwalter obliegen, die Vernichtung der Daten, wenn diese für die Erreichung der Zwecke nach Artikel 3 nicht mehr notwendig sind.

Art. 7 - Der Verwalter sammelt und aktualisiert die erhobenen Daten, insbesondere während der Bewertungs-, Koordinierungs- und Inspektionsaufträge, die durch oder kraft des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Februar 2016 ausgeübt werden.

KAPITEL IV — *Verwendung der authentischen Quelle*

Art. 8 - Der Verwalter teilt die in der authentischen Quelle enthaltenen Daten den öffentlichen Behörden mit, die einen entsprechenden Antrag stellen.

Der Verwalter kann die Mitteilung der Daten verweigern, wenn die öffentliche Behörde, die diese Mitteilung beantragt, kein Datensicherheitsniveau gewährleisten kann, das dem des Verwalters entspricht.

Art. 9 - Der Datenempfänger, der feststellt, dass die von der authentischen Quelle übermittelten Daten ungenau, unvollständig oder unrichtig sind, informiert unverzüglich den Verwalter.

Der Antrag auf Berichtigung der Daten durch den Empfänger und dessen Bearbeitung durch den Verwalter erfolgt gemäß den Bestimmungen von Artikeln 12 bis 14 des Zusammenarbeitsabkommens vom 15. Mai 2014 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 10. Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.

Art. 11. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juni 2021

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/203394]

24 JUNI 2021. — Besluit van de Waalse Regering houdende invoering van een authentieke gegevensbron betreffende de SEVESO-inrichtingen

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 15 mei 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief, artikel 5, § 1;

Gelet op de opportuniteitsanalyse van juni 2018, uitgevoerd door de "BCED" (de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens) in samenwerking met de beheerders van de kandiderende authentieke gegevensbron, die tot doel heeft de relevantie en het belang aan te tonen van de erkenning van deze gegevensbron als authentieke gegevensbron krachtens artikel 2, 3°, van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

Gelet op het advies nr. 129-2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 juli 2019;

Gelet op het rapport van 17 februari 2020 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 68.476/4 van de Raad van State, uitgebracht op 11 januari 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

Gelet op samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken

Overwegende dat het advies van de Commissie Wallonië-Brussel voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen, bedoeld in artikel 2, 6°, van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 niet kon worden ingewonnen, aangezien die commissie niet is opgericht;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de beheerder : de Directie Industriële, geologische en mijnrisico's van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

2° de bestemming van de gegevens : de overheidsinstantie die de gegevens van de authentieke bron ontvangt;

3° het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 : het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken;

4° de SEVESO-inrichting; de inrichting zoals bepaald in artikel 2, 1° van het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting van de authentieke gegevensbron*

Art. 2. Hierbij wordt een authentieke bron van gegevens over SEVESO-inrichtingen, hierna "authentieke bron" genoemd, opgericht.

Art. 3. Het doel van de authentieke bron is :

1° de identificatie van de SEVESO-inrichtingen en hun kenmerken;

2° de uitvoering van de verplichtingen inzake de doorstroming van de gegevens, opgenomen in hoofdstuk 7 van het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016;

3° het vergemakkelijken van het delen van gegevens waarover de beheerder beschikt met de overheidsinstanties;

4° de vermindering van de administratieve lasten.

Art. 4. Voor de uitvoering van zijn taken gebruikt de beheerder het unieke ondernemingsnummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen, bedoeld in boek III van het Wetboek van economisch recht.

Art. 5. Voor elke SEVESO-inrichting bevat de authentieke bron de volgende gegevens :

1° het SEVESO identificatienummer;

2° informatie over de vraag of de inrichting als hoogdrempelig dan wel als laagdrempelig wordt aangemerkt;

3° een beschrijving van de installaties en de omgeving;

4° een aanduiding van de bevoegde hulpverleningszone;

5° informatie over de geografische ligging van de inrichting;

6° de iso-risicocurven;

(7) een inventaris van de gevaarlijke stoffen die op de site aanwezig zijn;

8° de maatregelen die zijn genomen in het kader van het risicobeheer;

9° informatie over inspecties en vervolgininspecties;

10° informatie over ongevallen die zich op het terrein hebben voorgedaan.

HOOFDSTUK III. — *Beheer van de authentieke gegevensbron*

Art. 6. De beheerder heeft als opdracht :

1° de gegevens verzamelen die deel uitmaken van de authentieke bron;

2° de verzamelde gegevens valideren om de kwaliteit ervan te waarborgen;

3° de verzamelde gegevens opslaan en bijwerken;

4° onverminderd andere wettelijke en reglementaire verplichtingen die op de beheerder rusten, de gegevens vernietigen wanneer ze niet langer noodzakelijk zijn voor de in artikel 3 bedoelde doeleinden.

Art. 7. De beheerder verzamelt en actualiseert de gegevens die met name zijn verzameld tijdens de beoordelings-, coördinatie- en inspectieopdrachten die door of in het kader van de samenwerkingsovereenkomst van 16 februari 2016 zijn uitgevoerd.

HOOFDSTUK IV. — *Gebruik van de authentieke bron*

Art. 8. De beheerder stelt de in de authentieke bron opgenomen gegevens op verzoek ter beschikking van de overheidsinstanties.

De beheerder kan weigeren de gegevens vrij te geven indien de overheidsinstantie die de gegevens opvraagt, geen niveau van gegevensbeveiliging kan garanderen dat gelijkwaardig is aan dat van de beheerder.

Art. 9. De bestemming van de gegevens die vaststelt dat de door de authentieke bron verstrekte gegevens onnauwkeurig, onvolledig of onjuist zijn, stelt de beheerder daarvan onmiddellijk in kennis.

Het verzoek om rechtzetting van gegevens door de bestemming en de verwerking ervan door de beheerder worden uitgevoerd volgens de procedures bepaald in de artikelen 12 tot 14 van het samenwerkingsakkoord van 15 mei 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juni 2021.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203395]

24 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2020/01 - (sous-bassins hydrographiques concernés : Lesse, Meuse amont, Meuse aval, Sambre, Semois-Chiers et Vesdre)

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le livre Ier du Code de l'Environnement, articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Lesse approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 23 novembre 2017 (M.B. du 11 décembre 2017), du 22 août 2019 (M.B. du 28 octobre 2020) et du 6 février 2020 (M.B. du 25 février 2020);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont approuvé par le Gouvernement wallon en date du 29 juin 2006 (M.B. du 15 septembre 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 21 décembre 2017 (M.B. du 15 janvier 2018), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018), du 22 août 2019 (M.B. du 28 octobre 2019), du 6 février 2020 (M.B. du 25 février 2020) et du 27 août 2020 (21 septembre 2020);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval approuvé par le Gouvernement wallon en date 4 mai 2006 (M.B. du 17 mai 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 septembre 2013 (M.B. du 30 septembre 2013), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018), du 22 août 2019 (M.B. du 28 octobre 2019) et du 27 août 2020 (21 septembre 2020);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre, approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 24 janvier 2013 (M.B. du 12 février 2013) et du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers, approuvé par le Gouvernement wallon en date 22 décembre 2005 (M.B. du 10 janvier 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 6 octobre 2016 (M.B. du 8 décembre 2016), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018) et du 4 avril 2019 (M.B. du 4 juin 2019);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 avril 2012 (M.B. du 3 mai 2012), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018), du 6 décembre 2018 (M.B. du 4 janvier 2019), 6 février 2020 (M.B. du 25 février 2020) et du 27 août 2020 (21 septembre 2020).

MODIFICATIONS DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que le projet de modifications de PASH 2020/01 compte 19 demandes de modifications portant particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome au régime d'assainissement collectif d'une partie de la rue de Mirwart à Awenne, sur le territoire communal de Saint-Hubert (modification n° 06.23);

- le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement collectif de la zone urbanisable du village de Wancennes, sur le territoire communal de Beauraing (modification n° 06.24);

- le passage du régime d'assainissement transitoire aux régimes d'assainissement autonome et collectif du village de Froidfontaine, sur le territoire communal de Beauraing (modification n° 06.25);